

Michel Pablo

La Chine, l'URSS et la révolution coloniale

Janvier 1964

Source : *Sous le drapeau du socialisme*, revue mensuelle de la commission africaine de la 4^e Internationale, n°1, janvier 1964

Les formes extrêmes prises par le conflit sino-soviétique perturbent énormément les masses luttant contre l'impérialisme, le néocolonialisme, et pour la révolution socialiste.

Certes, les éléments d'avant-garde peuvent comprendre que le conflit a le mérite de rompre un monolithisme idéologique de commande, et de soumettre une série des questions cruciales pour le développement de la révolution mondiale, à l'épreuve de la discussion approfondie et critique.

Mais la forme de la discussion compte également.

Le conflit n'est plus entre deux tendances se réclamant du mouvement ouvrier au sein d'un pays capitaliste, mais entre deux États ouvriers face à l'impérialisme qui se réjouit de l'apparition au grand jour d'un phénomène nouveau : les antagonismes réels entre États ouvriers dans l'époque de transition que nous vivons, du capitalisme au socialisme.

Certains avaient la tendance de considérer que ce phénomène caractérisait l'impérialisme et lui seul.

Voilà cependant qu'à la suite du conflit soviéto-yougoslave de 1948, du conflit soviéto-albanais de 1961, l'actuel conflit sino-soviétique confirme l'existence réelle d'antagonismes éclatant entre États ouvriers et qui, manifestement, affaiblissent leur front unique nécessaire face à l'impérialisme, l'ennemi principal et toujours redoutable.

L'explication de ce phénomène du point de vue marxiste n'est pas difficile.

Tous les États ouvriers actuels sont en réalité des États de transition du capitalisme au socialisme, préparatoires à ce dernier.

En tant que tels ils comportent nombre de vestiges et tares de la société capitaliste dans tous les domaines économique, idéologique, culture.

Les stigmates de la société dont ils sortent à peine sont même amplifiés par les déformations bureaucratiques inévitables de ces États dans cette période de transition.

Nul part l'exercice du pouvoir politique et de la gestion de l'économie ne se fait encore directement par la masse des travailleurs constituée en classe dirigeante. Cet exercice se fait en réalité à travers une nouvelle couche

sociale que secrète le bas niveau économique et culture et la corruption du parti révolutionnaire consécutive à l'exercice du pouvoir : la bureaucratie.

La bureaucratie est un phénomène inévitable dans cette période de transition, d'autant plus que la révolution mondiale avance de la périphérie constituée par des pays à bas niveau économique et culture, vers le centre occupé par les pays capitalistes avancés.

On ne saurait lutter efficacement contre la bureaucratie par les seuls moyens politiques et administratifs.

Ce qu'on peut et qu'on doit faire c'est enrayer son omnipotence, et empêcher qu'elle ne contamine et transforme le parti révolutionnaire en porte-parole idéologique de la bureaucratie.

Et ce but probablement ne saurait être atteint sans prendre la précaution de ne pas identifier le Parti avec l'État.

C'est l'existence de la bureaucratie qui assume le pouvoir réel dans tous les États ouvriers, et dont les intérêts, l'idéologie, la mentalité, les mœurs, sont loin de s'identifier avec la solidarité internationale des travailleurs et l'internationalisme prolétarien, qui explique les phénomènes rétrogrades de l'époque de transition, y compris les antagonismes éclatant ouvertement entre États ouvriers.

Ces antagonismes ne découlent pas avant tout de raisons doctrinales mais des intérêts particuliers nationaux de chaque bureaucratie dirigeante, se transformant en arguments « idéologiques » et doctrinaux.

Dans le cas du conflit sino-soviétique, les griefs accumulés par la direction chinoise contre la direction soviétique et vice-versa furent grandement influencés dans les deux cas par la position nationale et les intérêts particuliers de chacune.

Aussi bien l'URSS que la Chine, en tant qu'États ouvriers sont particulièrement chers aux masses des pays encore soumis au joug de l'impérialisme, ou récemment libérés de celui-ci.

Les succès de la révolution coloniale après la deuxième guerre mondiale furent énormément favorisés par l'existence de l'URSS et ensuite de la Chine, ainsi que tous les autres États ouvriers et grâce à leur aide matérielle, militaire et morale multiple.

Certaines ouvertures et positions révolutionnaires avancées comme par exemple Cuba, s'avèreraient impossibles sans la présence, la puissance, l'aide des États ouvriers, l'URSS en particulier.

Tous les pays sous-développés qui se libèrent de l'emprise directe de l'impérialisme et s'engagent dans la voie du développement socialiste, ont besoin de la protection et de l'aide des États ouvriers et souhaitent que leur Front face à l'impérialisme reste plus uni que jamais.

La révolution chinoise et la Chine Populaire sont particulièrement chères à ces pays, conscients de l'importance historique que ces conquêtes représentent pour la révolution mondiale.

Mais ces conquêtes ne s'identifient pas automatiquement avec toutes les positions de la direction chinoise actuelle, comme le rôle historique positif de la révolution d'Octobre et de l'URSS ne s'identifiaient pas avec les fautes et les crimes commis pendant l'ère stalinienne ni avec toutes les positions de la direction khrouchtchévienne actuelle.

Les marxistes révolutionnaires n'ont pas cessé et ne cesseront certainement pas de critiquer les multiples aspects de la politique opportuniste et droitière de cette dernière direction envers la révolution coloniale en particulier et le mouvement ouvrier des pays capitalistes.

Les marxistes révolutionnaires ont eu, d'autre part, pendant un temps, une réelle sympathie pour le cours plus gauche que la direction chinoise semblait préconiser dans ce domaine.

Mais quand cette direction s'attaque au processus de déstalinisation amorcé en URSS et dans les autres États ouvriers européens depuis le XX^e congrès, défend globalement Staline et veut présenter son ère comme exemple

d'une politique révolutionnaire juste, aussi bien en matière de construction du socialisme que dans le domaine de la révolution coloniale et du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés, les marxistes révolutionnaires ont le droit et le devoir de lui opposer une résistance résolue et un refus catégorique à la suivre dans cette voie de la résurrection du mythe de Staline.

Quand cette même direction attaque de manière si peu objective et primitive l'expérience yougoslave si positive dans la façon d'aborder les questions de la construction du socialisme, dans un pays économiquement sous-développé, les marxistes révolutionnaires craignent à juste titre que les dirigeants chinois ne soient toujours imbus des conceptions staliniennes complètement erronées en cette matière.

Passons sur la sous-estimation évidente de la direction chinoise concernant les conséquences d'une guerre atomique, des changements qualitatifs apportés à la puissance destructive de la guerre par le développement inouï depuis Hiroshima des armes atomiques et son attitude sectaire envers le traité atomique de Moscou, aussi limitée que soit sa portée.

Passons également sur les accusations gratuites, de mauvaise foi et pour tout dire irresponsables que les dirigeants chinois lancent contre le gouvernement soviétique actuel, soi-disant allié de l'impérialisme américain « trahissant », coup après coup, la Chine, l'Allemagne de l'Est, Cuba, etc.

Concentrons-nous pour le moment sur la ligne plus révolutionnaire que la direction chinoise semble préconiser dans le domaine de la révolution coloniale. Soviétiques et Chinois clamant leur fidélité aux documents des conférences de Moscou de 1957 et 1960, et leur appui aux guerres « justes » de libération nationale.

Si l'on prenait la peine de comparer objectivement les déclarations écrites récentes des uns et des autres en matière de politique concernant les problèmes de la révolution coloniale, on trouverait difficilement une quelconque divergence importante entre eux.

Sauf que, pour les Soviétiques, l'importance entre les trois secteurs actuels de la révolution mondiale s'établit dans l'ordre suivant : a) États ouvriers, b) Mouvement des pays capitalistes avancés, c) révolution coloniale, tandis que, pour les Chinois, l'ordre est l'inverse, le secteur primordial étant celui de la révolution coloniale.

Mais voici que les dirigeants chinois, faisant fi des textes écrits des Soviétiques, recourent au critère de la pratique pour démontrer le bien-fondé de leurs accusations.

Cependant c'est là naturellement le critère qui jouit de la préférence de tout marxiste révolutionnaire véritable.

Ce n'est pas nous qui contesterons le décalage qui existe entre les déclarations orales et écrites de la direction soviétique concernant sa politique envers la révolution coloniale et la politique opportuniste, droitiste, et souvent capitularde de nombre de Partis communistes agissant dans les dites « Métropoles » ou dans les pays coloniaux.

Mais employons le même critère de la pratique concernant la politique concrète de la direction chinoise là où elle peut exercer son influence décisive : par exemple en Indonésie, au Cambodge, au Laos, au Japon.

Quelle politique de classe orientée vers la prise effective du pouvoir par le prolétariat, sans passer par la pause en réalité bourgeoise de « la révolution démocratique » distincte de la révolution Socialiste, la direction chinoise préconise-t-elle dans ces pays ?

En réalité, elle embellit les gouvernements « nationalistes » dans ces pays, ainsi que ceux du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique Latine et ne pose nullement dans ces pays la tâche du « passage non pacifique » au socialisme.

Ainsi son attitude pratique envers les Soekamo et même « les Rois et Princes » voisins « amis de la Chine » ne diffère guère de celle de Khrouchtchev envers les Nehru et autres « amis de l'URSS ».

Quant à la théorie de la direction chinoise qui réduit l'essentiel de la lutte de classes dans les pays capitalistes avancés à la lutte contre les groupes « monopolistes » « proaméricains » restreints, au moyen d'un vaste front « antiaméricain » incluant y compris des secteurs d'une bourgeoisie « nationale », elle ne diffère également guère de la politique classique de Staline et de Khrouchtchev dans ce domaine.

Elle prépare des accommodements qui étonneront, avec un De Gaulle par exemple, dont l'« antiaméricanisme » lui vaudra bientôt le titre de champion de l'« indépendance nationale » ! Une contribution positive de la direction chinoise dans le domaine de la révolution coloniale en particulier, et qui lèverait les doutes absolument justifiés qu'inspirent ses actes, serait la mise en pratique, dans tous les pays où des partis ou des groupes « prochinois » existent, du « passage non pacifique au socialisme » et de la théorie de la « révolution ininterrompue » qu'elle fut obligée d'appliquer en Chine. À savoir le passage ininterrompu de la phase démocratique à la phase proprement dite socialiste de la révolution sous le même régime politique et social : celui de la dictature du prolétariat.

Mais pour que la voie à la véritable politique marxiste révolutionnaire soit effectivement ouverte à la direction chinoise, celle-ci devrait cesser de s'opposer à la « déstalinisation » en URSS, et aborder la question capitale pour tout courant communiste qui veut réellement renouer avec le marxisme révolutionnaire : la bureaucratisation consécutive à la prise du pouvoir, particulièrement dans les pays bas niveau économique et culture, et la formation de la bureaucratie.

L'incapacité de la direction chinoise d'entamer l'analyse sociologique des aspects opportunistes et droitiers de la politique de la direction soviétique, et de voir clair dans le phénomène de Staline et du stalinisme, qu'elle s'efforce, par contre, de réhabiliter et de revigorer, la conduit inexorablement dans une impasse.

Celle qui provient de sa propre nature bureaucratique.

C'est la voie contraire à celle prise par la direction yougoslave, qui, malgré toutes ses limitations opportunistes en politique extérieure en particulier, a eu le mérite historique d'aborder l'analyse du phénomène bureaucratique aussi bien en URSS que dans l'ensemble des États ouvriers, la Yougoslavie comprise.

Mais nous reviendrons en détail sur l'ensemble des problèmes que le conflit sino-soviétique pose au mouvement ouvrier international, ainsi que sur l'analyse concrète des positions actuelles de la direction chinoise